



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Fondation la Vie au Grand Air/ Priorité Enfance

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Fondation la Vie au Grand Air / Priorité Enfance - VAGA

20-24 rue du Gouverneur Eboué - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre, Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## **Fondation la Vie au Grand Air / Priorité Enfance**

20-24 rue du Gouverneur Eboué - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au Conseil d'Administration de la Fondation la Vie au Grand Air / Priorité Enfance,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation la Vie au Grand Air / Priorité Enfance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie "Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation", nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 25 avril 2024

KPMG SA

Erik

Boulois

Erik Boulois

Associé

Signature  
numérique de Erik  
Boulois  
Date : 2024.04.25  
07:18:58 +02'00'



***Comptes annuels de l'exercice clos au  
31.12.2023  
Montants exprimés en EUR***

Avril 2023  
Ce rapport contient 2 pages  
La Vie au Grand Air / Priorité Enfance  
Comptes et Annexe aux comptes 2023

# Bilan

ACTIF	Brut 2023	Amortissement 2023	Net 2023	Net 2022
<b>Actifs immobilisés</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	546 373	407 541	138 832	97 054
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	409 130	346 290	62 839	29 700
Autres immobilisations incorporelles	8 450	1 960	6 490	8 180
Immobilisations incorporelles en cours	5 004		5 004	7 374
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	2 779 908	95 459	2 684 449	2 685 480
Constructions	45 104 186	29 562 212	15 541 974	14 241 296
Installations techniques, matériel et outillage industriel	2 786 457	2 222 435	564 022	541 206
Autres immobilisations corporelles	7 687 707	5 215 072	2 472 634	2 038 542
Immobilisations corporelles en cours	2 452 879		2 452 879	2 096 467
<b>Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés</b>				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	747 145		747 145	742 678
Prêts				
Autres immobilisations financières	687 942		687 942	615 051
<b>TOTAL I</b>	<b>63 215 179</b>	<b>37 850 969</b>	<b>25 364 210</b>	<b>23 103 029</b>
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et en cours				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 951 501		6 951 501	5 548 645
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	734 864		734 864	593 449
Valeurs mobilières de placement	1 041 051		1 041 051	1 041 040
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	12 657 140		12 657 140	16 518 953
Charges constatées d'avance	439 653		439 653	428 117
<b>TOTAL II</b>	<b>21 824 209</b>	<b>0</b>	<b>21 824 209</b>	<b>24 130 204</b>
<b>Frais d'émission des emprunts (III)</b>				
<b>Primes de remboursement des emprunts (IV)</b>				
<b>Ecart de conversion Actif (V)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>85 039 388</b>	<b>37 850 969</b>	<b>47 188 419</b>	<b>47 233 233</b>

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires	2 867 349	2 867 349
Fonds propres complémentaires	1 630 696	1 630 696
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	106 714	106 714
<b>Ecarts de réévaluation</b>	285 664	285 664
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	9 631 334	8 518 434
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	9 631 334	8 518 434
Autres réserves	487 971	487 971
Report à nouveau	-3 945 898	-1 168 280
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlée</i>	898 335	2 007 615
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 084 550	3 445 092
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	-139 578	
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	-5 789 294	-5 593 007
Résultat en attente d'affectation		
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Excédent ou déficit de l'exercice	-3 925 548	-1 924 462
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>7 138 282</b>	<b>10 804 087</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	398 527	463 683
Provisions réglementées	7 160 031	7 114 874
Droits des propriétaires - (Commodat)		
<b>TOTAL I</b>	<b>14 696 839</b>	<b>18 382 644</b>
<b>FONDS REPORTEES ET DEDIEES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	621 692	511 618
<b>TOTAL II</b>	<b>621 692</b>	<b>511 618</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	666 799	632 951
Provisions pour charges	3 837 693	3 609 465
<b>TOTAL III</b>	<b>4 504 492</b>	<b>4 242 417</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	14 222 461	11 948 563
Emprunts et dettes financières diverses	2 808	1 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 610 543	2 152 257
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	10 167 516	9 539 897
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	246 952	250 308
Autres dettes	115 023	204 528
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	94	
<b>TOTAL IV</b>	<b>27 365 396</b>	<b>24 096 554</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>47 188 419</b>	<b>47 233 233</b>

# Compte de résultat

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	246 387	251 969
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	89 606 878	80 745 833
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	89 400 989	80 574 015
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	13 777	11 840
<i>Mécénats</i>	100 154	32 501
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 103 528	532 748
Utilisations des fonds dédiés	10 771	59 295
Autres produits	225 484	201 495
<b>TOTAL I</b>	<b>91 306 979</b>	<b>81 835 680</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	84	9 602
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	24 541 480	20 830 040
Aides financières	588	
Impôts, taxes et versements assimilés	6 058 582	5 518 644
Salaires et traitements	43 896 244	38 740 991
Charges sociales	16 867 331	14 957 339
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 498 723	2 219 677
Dotations aux provisions	830 053	929 356
Report en fonds dédiés	81 345	79 347
Autres Charges	376 915	340 943
<b>TOTAL II</b>	<b>95 151 345</b>	<b>83 625 939</b>
<b>I.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-3 844 365</b>	<b>-1 790 259</b>



<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	216 799	30 416
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 724	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>219 523</b>	<b>30 416</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		13
Intérêts et charges assimilées	285 490	196 980
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>285 490</b>	<b>196 993</b>
<b>2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-65 967</b>	<b>-166 577</b>
<b>3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-3 910 332</b>	<b>-1 956 836</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	1 755	75 438
Sur opérations en capital	112 169	144 914
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	789	13 405
<b>TOTAL V</b>	<b>114 712</b>	<b>233 757</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	15 933	5 954
Sur opérations en capital	67 969	106 432
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	46 026	88 996
<b>TOTAL VI</b>	<b>129 928</b>	<b>201 383</b>
<b>4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>-15 216</b>	<b>32 374</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>91 641 215</b>	<b>82 099 853</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>95 566 763</b>	<b>84 024 314</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-3 925 548</b>	<b>-1 924 462</b>



***Annexe aux comptes annuels de  
l'exercice clos  
au  
31.12.2023  
Montants exprimés en EUR***



## Table des matières

1	Objet social	9
2	Nature et périmètre des activités réalisées	10
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	12
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice :	12
4	Principes et méthodes comptables	13
4.1	Principes généraux	13
4.2	Principales méthodes comptables	13
5	Informations relatives aux postes du bilan	14
5.1	Actif immobilisé	14
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	15
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	15
5.1.3	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	17
5.1.4	Autres immobilisations financières	17
	Il s'agit de dépôts et cautionnements versés pour les locations immobilières.	17
5.2	Créances	17
5.3	Valeurs Mobilières de Placement	17
5.4	Fonds propres	18
5.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	18
5.4.2	Subventions d'investissement	18
5.5	Fonds dédiés	18
5.5.1	Dons manuels	18
5.6	Provision pour risques et charges	19
5.6.1	Provisions pour risques	19
5.6.2	Provisions pour charges	20
5.7	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice	20
6	Informations relatives au Compte de résultat	21
6.1	Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux	21
6.1.1	Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif :	21
6.2	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	21
6.2.1	Honoraires des commissaires aux comptes	21
7	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	22
7.1	Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées	22






7.2	Engagement reçu des donateurs	22
7.3	Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)	22
7.4	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	22
7.5	Libéralités acceptées par la fondation pour lesquels un délai d'opposition administrative existe	22
7.6	Passifs non comptabilisés	22
8	Contributions volontaires en nature du compte de résultat	23
9	Informations relatives à l'effectif ( <i>ETP au 31.12.2023</i> )	24
10	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	25
10.1	Engagements financiers donnés et reçus	25
10.1.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés	28
10.2	Engagements pris en matière de crédit-bail	28



## 1 **Objet social**

L'objet social de La Vie au Grand Air / Priorité Enfance est décrit ainsi dans les statuts :

La Fondation a pour but de promouvoir et assurer toutes formes d'aide en faveur :

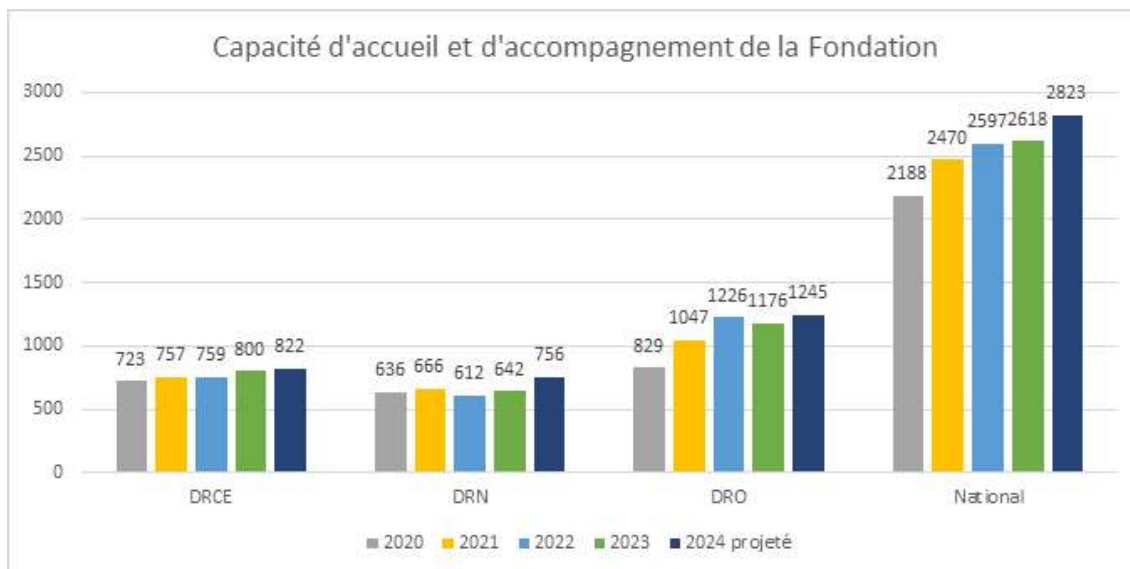
-  de mineurs et de jeunes majeurs dont la santé, la sécurité, la moralité, l'éducation sont compromises ;
-  de parents avec leurs enfants en situation difficile ;
-  de jeunes et adultes, handicapés physiques sensoriels ou mentaux, susceptibles d'acquérir une certaine autonomie.

Les organes statutairement compétents ont fixé différents objectifs pour réaliser cet objet social. Ces objectifs constituent le projet de l'entité pour lequel des réserves sont constituées en fonds propres.

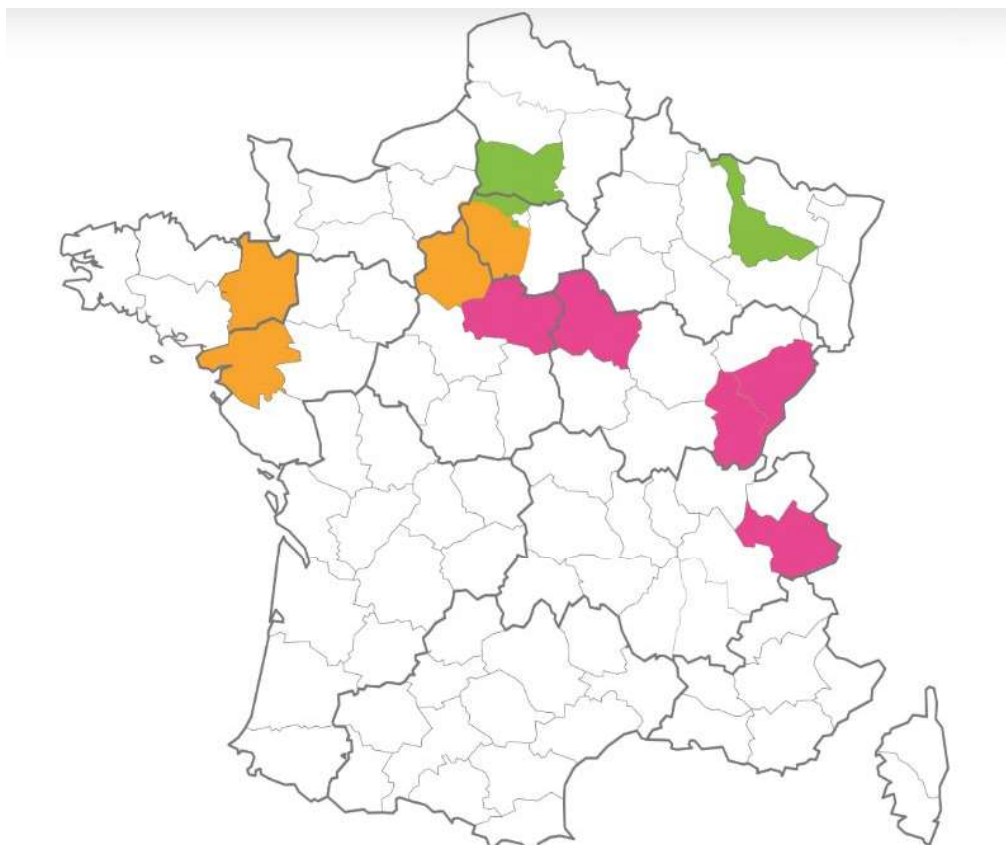


## 2 Nature et périmètre des activités réalisées

La Fondation développe différentes formes d'hébergement pour des mineurs et de jeunes majeurs et accompagne les jeunes et leur famille. La capacité d'accueil de la Fondation se mesure en nombre de places. En 2023, le nombre de places est de 2 618 (hors Visites en présence d'un tiers)







Les activités sont réalisées en France, dans les 16 départements et 29 établissements indiqués sur la carte ci-dessous :





La Fondation héberge des mineurs et des jeunes majeurs sous différents « formats », hébergements collectifs, petites maisons, appartements partagés en ville, familles d'accueil, et développe des accompagnements ciblés des enfants comme de leur famille.

Les projets de la Fondation visent à limiter les ruptures des jeunes avec leur environnement et se structurent autour de quatre axes :

-  Développer le mandat global pour des interventions à domicile, le développement du placement à domicile étant une étape vers cet objectif ;
-  Développer une offre complémentaire aux hébergements classiques, entre maisons d'enfants et familles d'accueil, s'appuyant sur le métier d'éducateur familial ;
-  Combiner des réponses adaptées – via des équipes mobiles - pour des jeunes dits « cas complexes », pour articuler protection, éducation et soins ;
-  Accompagner l'accès à l'autonomie par des dispositifs adaptés et progressifs, dits de semi autonomie.



### **3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

#### **3.1 Faits caractéristiques de l'exercice :**

Après deux années marquées par la crise liée à l'épidémie de Covid-19 qui a rythmé au gré des confinements et protocoles sanitaires successifs la vie de la Fondation, l'année 2023 tout comme l'année 2022 s'est déroulée dans un contexte très incertain aux impacts économiques forts.

La continuité de la guerre en Ukraine a amplifié les phénomènes déjà à l'œuvre dans le sillon de la crise sanitaire qui continuent de provoquer l'augmentation des prix de l'énergie et des matières premières qui ont démultiplié la dynamique inflationniste déjà enclenchée depuis 2022.

Dans ce contexte économique nettement assombri : inflation, récession, crise énergétique, les difficultés de recrutement dans le secteur continue de croître.

1. Les produits de la tarification en hausse de 8.8M€ et incluant la compensation des impacts du Ségur de la santé n'intègre qu'une augmentation de l'inflation à hauteur de 1 point alors même que celle-ci s'établit entre 4.9% et 5.7% sur la seule année 2023. Cette situation inflationniste engendre un déficit dont l'évaluation est a minima égale à 3.5M€
2. Augmentation du recours à l'intérim pour faire face aux difficultés chroniques de recrutements et aux arrêts maladie (+ 700 k€ en 2023)
3. Enfin un nouveau risque, relatif aux congés acquis au cours d'arrêts maladies, a été provisionné à hauteur de 172 k€

Ce contexte économique a entraîné une activité non réalisée en 2023 de 124 401 journées :  
(2023 : 928 261 journées Autorisées / 803 860 journées Réalisées).

L'effet cumulé de ces 2 principaux facteurs marquent les comptes 2023 de la Fondation et provoquent l'accentuation d'un déficit consolidé de 2 millions par rapport à 2022.

Résultat Comptable Consolidé 2022 : - 1 924 461,73 €

Résultat Comptable Consolidé 2023 : - 3 925 547,68 €

#### **3.2 Projets significatifs :**

Région Centre Est :

- Mise en service des locaux de la Maurienne

Région Nord :

- Fermeture des établissements 9502 et 9503 (SPEF Val d'Oise)

### **DIVERS**

Le taux des frais de siège pour 2021 a été fixé en 2019, et jusqu'en 2024, à 7,0153% des charges des établissements (hors provisions, charges non pérennes, frais de siège).





## **4 Principes et méthodes comptables**

### **4.1 Principes généraux**

L'exercice est de 12 mois. Il se clôture le 31.12 de chaque année civile.

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.




Au-delà de ce cadre réglementaire, il est fait application du plan comptable des établissements sociaux et médicaux-sociaux en application de la réglementation ANC 2019-04 homologué par arrêté du 26/12/2019, ainsi que de l'instruction budgétaire et comptable M22.

### **4.2 Principales méthodes comptables**

La Fondation utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Application des règlements ANC n°2018-06 et ANC n°2019-04.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

-  le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
-  la comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
-  la comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.






## 5 Informations relatives aux postes du bilan

« Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet ».

### 5.1 Actif immobilisé



A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

-  Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
-  Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
-  Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

L'actif immobilisé de la Fondation est composé

-  Des immobilisations incorporelles :
  - Licences informatiques  
Depuis le 1er janvier 2003, les coûts relatifs aux licences informatiques sont comptabilisés, dans la mesure du possible, séparément des coûts des matériels.
  - Frais d'Établissement  
Cet item inclut les frais, matériels et divers nécessaires à l'ouverture des établissements et services, ainsi que les frais d'évaluation externe.
-  Des immobilisations corporelles :

Les immobilisations à la Fondation ont été évaluées à leur prix d'acquisition (coût historique) à l'exception des éléments suivants :

  - Les terrains qui ont été réévalués à la clôture de 1981 sur la base d'une valeur vénale à cette date.
  - Les biens reçus en donation qui font l'objet d'une évaluation lors de leur entrée dans le patrimoine de la Fondation.



#### Des immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées de titres, de fonds de garantie mutuelle souscrits en garantie des emprunts contractés ainsi que de dépôts et cautionnements versés pour les sites en location.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 5.1.2.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :



Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,



Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

### 5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations	Valeur Brute Début d'exercice 20 23	Acquisitions de l'exercice	Virements de poste à poste	Sorties de l'exercice	Valeur Brute Fin d'exercice 20 23
<b>Immobilisations incorporelles :</b>					
Frais d'établissement	480 268	88 235	- 396	21735	546 372
Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	359 979	49 738	-	587	409 130
Autres immobilisations incorporelles	8 450				8 450
Immobilisations incorporelles en-cours	7 374	-		2 370	5 004
<b>Total Immobilisations incorporelles (I) :</b>	<b>856 071</b>	<b>137 973</b>	<b>- 396</b>	<b>24 692</b>	<b>968 956</b>
<b>Immobilisations corporelles :</b>					
Terrains	2 779 908	-	-	-	2 779 908
Constructions	43 079 518	2 903 506	-	878 838	45 104 186
Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 630 747	1354 133	396	511622	10 473 653
Autres immobilisations corporelles	-	510	-		510
Immobilisations corporelles en-cours	2 096 467	2 026 101	-	1669 689	2 452 879
<b>Total Immobilisations corporelles (II) :</b>	<b>57 586 640</b>	<b>6 284 250</b>	<b>396</b>	<b>3 060 149</b>	<b>60 811 136</b>
<b>Autres immobilisations financières :</b>					
Autres titres immobilisés	745 391	1754	-	-	747 145
Autres immobilisations financières	6 15 051	89 578	-	16 686	687 942
dont Dépôts et cautionnements versés	586 723	89 578	-	16 686	659 614
<b>Total Autres immobilisations financières (III) :</b>	<b>1360 442</b>	<b>91331</b>	<b>-</b>	<b>16 686</b>	<b>1435 087</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>59 803 153</b>	<b>6 513 554</b>	<b>-</b>	<b>3 101 527</b>	<b>63 215 180</b>

### 5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé











Les biens immobiliers sont amortis selon la méthode dite rétrospective depuis le 31 décembre 2008 afin d'être en conformité avec le règlement 2004-06 du Comité de la Réglementation Comptable.




Lors de la mise en place de cette réglementation, la base brute des ensembles immobiliers de la Fondation a été minorée de la valeur des terrains évaluée à 15 % de la valeur des constructions. Ceci a eu pour impact de diminuer les Fonds Propres de 57 042,26 euros correspondant au différentiel d'amortissement calculé au 31 décembre 2007. Les plans d'amortissement des immobilisations des établissements n'ont pas été modifiés.

Conformément à la réglementation, un amortissement dérogatoire est comptabilisé dans les comptes sociaux de la Fondation en provisions réglementées. Il s'élève à 834 934 euros au 31 décembre 2023.

Les biens immobiliers, constructions et gros travaux, sont amortis selon la méthode des composants. Les durées d'amortissement sont les suivantes :

 Structure et ouvrage	40 ans
 Couverture et Toiture	25 ans
 Menuiseries extérieures et ravalement	20 ans
 Installations chauffage et climatisation	15 ans
 Autres installations techniques	10 ans
 Plomberie sanitaires évacuation	15 ans
 Peintures et sols	5 à 10 ans
 Autres agencements	10 ans

Les autres amortissements sont calculés en mode linéaire en fonction de la durée de vie estimée des biens et conformément aux taux admis par les autorités de contrôle. Les durées moyennes d'amortissement sont les suivantes :

 Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
 Matériels de transport	4 à 5 ans
 Matériels de bureau et informatiques	3 à 5 ans



### 5.1.2.1 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissements	Amortissement cumulé au 31/12/2022	Dotations de l'exercice	Virements de poste à poste	Sorties de l'exercice	Amortissement cumulé au 31/12/2023
<b>Amortissements des Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement	383 214	46 284	- 396	21562	407 541
Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	330 279	16 598	-	587	346 290
Autres Immobilisations incorporelles	270	1690	-	-	1960
<b>Total Amortissements Immobilisations incorporelles (I) :</b>	<b>713 763</b>	<b>64 572</b>	<b>- 396</b>	<b>22 149</b>	<b>755 791</b>
<b>Amortissements des Immobilisations corporelles</b>					
Terrains	94 427	1032	-	-	95 459
Agencements et aménagements de terrains	94 427	1032	-	-	95 459
Constructions	28 838 222	1562 882	-	838 892	29 562 212
Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 050 999	870 197	396	484 181	7 437 410
Autres Immobilisations corporelles		98	-		98
<b>Total Amortissements Immobilisations corporelles (II)</b>	<b>35 983 648</b>	<b>2 434 208</b>	<b>396</b>	<b>1323 074</b>	<b>37 095 178</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>36 697 411</b>	<b>2 498 780</b>	<b>-</b>	<b>1345 222</b>	<b>37 850 969</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>Dépréciations cumulées au 31/12/2022</b>	<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>Virements de poste à poste</b>	<b>Sorties de l'exercice</b>	<b>Dépréciations cumulées au 31/12/2023</b>
Autres titres immobilisés	2 713	-	-	2 713	-
<b>Autres titres immobilisés</b>	<b>2 713</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 713</b>	<b>-</b>

### 5.1.3 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Les Immobilisations financières sont composées des titres immobilisés et des fonds de garantie mutuelle souscrits en garantie des emprunts contractés ainsi que par les dépôts et cautionnements versés pour les sites en location.

Les titres immobilisés sont comptabilisés pour une valeur brute de 747 145 euros. Cette valorisation représente une plus-value latente non comptabilisée de 31 900 euros.

### 5.1.4 Autres immobilisations financières

Il s'agit de dépôts et cautionnements versés pour les locations immobilières.

## 5.2 Créances

L'échéance des créances de moins d'un an s'élève à 6 950 569 euros.

## 5.3 Valeurs Mobilières de Placement

La valeur liquidative des Valeurs Mobilières de Placement détenue à la date de clôture est de 1 041 051 euros. Par ailleurs, cette valorisation représente une plus-value latente non comptabilisée de 78 029 euros.



## 5.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

### 5.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Fonds propres	A l'ouverture	Reclassement	Affectation des résultats antérieurs	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	4 498 045			-	-	4 498 045
Fonds associatifs avec droit de reprise	106 714					106 714
Ecart de réévaluation	285 664			-	-	285 664
Réserves pour projets de l'entité	8 954 148		-	1 912 978	800 078	10 067 047
Réserves pour projets de l'entité Hors Gestion contrôlée	52 257					52 257
Report à nouveau	1 168 280			1 362 451	4 140 070	3 945 898
dont RAN des activités SMS (*) sous Gestion contrôlée	2 147 916			1 444 061	4 140 378	4 844 233
Excédent du Déficit de l'exercice	1 924 462			3 925 548	1 924 462	3 925 548
dont Excédent ou Déficit des activités SMS (*) sous Gestion contrôlée	834 779					3 967 819
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>10 804 087</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 650 119</b>	<b>3 015 686</b>	<b>7 138 282</b>
Fonds propres consommables	-					-
Subventions d'investissement	463 683			-	65 156	398 527
Provisions réglementées	7 114 874			111 163	66 006	7 160 031
<b>TOTAL</b>	<b>18 382 644</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 538 956</b>	<b>3 146 849</b>	<b>14 696 840</b>

(\*) activités SMS : activités sociales et médico-sociales

### 5.4.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont enregistrées dès la réception d'une convention signée entre la Fondation et l'organisme partenaire. Les subventions sont reprises en produit exceptionnel au rythme de l'amortissement des composants ou des immobilisations qu'elles financent.

La taxe d'apprentissage collectée par les établissements habilités à la percevoir et servant à financer des immobilisations dédiées aux Accueils Éducatifs et Professionnels suit le même traitement que les subventions d'investissement.

## 5.5 Fonds dédiés

Les fonds dédiés représentent au 31.12.2023 un total de 621 692 euros.

Variation des fonds Dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	395 839	39 500	9 635			425 704	
Contributions financières d'autres organismes	-					-	
Ressources liées à la générosité du public	115 779	105 160	24 950			195 988	
<b>Total</b>	<b>511 618</b>	<b>144 660</b>	<b>34 585</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>621 692</b>	<b>-</b>

### 5.5.1 Dons manuels

Les fonds dédiés provenant de dons s'élèvent à 195 988 euros.

Ils relèvent à 100% de la gestion propre (gestion non contrôlée par le tiers financeur).



Le tableau ci-dessous le détail par établissement et par thématique.

Etablissements / Projets	Montant au 31/12/2022	Dotations 2023	Reprises 2023	Montant au 31/12/2023
Culture	2 986	1583		4 569
Sport	3 068			3 068
Vacances	3 813			3 813
Illectronisme	2 150			2 150
Activités extra-scolaires	9 797			9 797
Rentrée scolaire	550			550
Dons Non affectés	11640			11640
Fonds de dotation 16H24	19 145	20 000	9 367	29 778
Accueil Educatif du Doubs	789			789
Accueil Educatif d'Eure-et-Loir	-	5 400		5 400
Accueils Educatifs de Loire Atlantique	150			150
Accueils Educatifs de Montargis	900	1400	1657	643
Accueils Educatifs de l'Orléanais	3 560	23 141	100	26 600
Accueils Educatifs du Pays Haut	8 849	2 840		11689
Accueil Educatifs de Maurienne	575			575
Accueils Educatifs et Thérapeutique Paris	1500			1500
Accueils Educatifs de Paris	1065	6 000		7 065
Accueils Educatifs en Yvelines	6	6 251	6 258	-
Accueils Educatifs en Vallée de Seine	420			420
Accueils Educatifs en Senonais	17 563	550		18 113
Accueils Educatifs de la Bièvre	2 916		872	2 044
Accueils Educatifs d'Etampes	1320	11730		13 050
Accueils Educatifs des Hauts de Seine	8 861	5 000	1328	12 533
Accueils Educatifs du Val-de-Marne	-	7 500	465	7 035
Accueils Educatifs en Val d'Oise	5 370	50		5 420
Accueils Educatifs Val d'Oise Ville Nouvelle	645	3 715	925	3 435
AMINA	8 141	10 000	3 978	14 163
<b>Total</b>	<b>115 779</b>	<b>105 160</b>	<b>24 950</b>	<b>195 988</b>

## 5.6 Provision pour risques et charges

### 5.6.1 Provisions pour risques

Les provisions pour risques concernent les litiges sociaux et patrimoniaux et sont constituées en fonction des risques connus ou estimés à la clôture des comptes.

Variation des provisions pour risques sur l'exercice :

Provisions pour Risques	Montants 2022	Dotations de l'Exercice 2023	Reprises de l'Exercice 2023	Montants 2023
151 - Provisions pour Risques	632 951	243 174	209 326	666 799
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>632 951</b>	<b>243 174</b>	<b>209 326</b>	<b>666 799</b>



### 5.6.2 Provisions pour charges

Provisions pour Charges	Montants 2022	Dotations de l'Exercice 2023	Reprises de l'Exercice 2023	Montants 2023
152 - Provisions pour charges sur legs ou donations (ESSMS privés)	1 000			1 000
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (ESSMS privés)	3 479 089	480 637	274 410	3 685 317
157 - Provisions pour Charges à Répartir sur Plusieurs Exercices	47 819	22 000		69 819
158 - Autres Provisions pour Charges	81 557			81 557
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 609 465</b>	<b>502 637</b>	<b>274 410</b>	<b>3 837 693</b>

À titre informatif, les estimations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ en retraite, évaluées à la date du 31/12/2023 sont basées sur les hypothèses suivantes :

Prise en compte de l'ensemble des salariés de la Fondation

Age de départ : calcul de la retraite sur l'âge de départ standard soit 64 ans.

Taux de charges sociales : 50,92 %

Turn-over : fort

Le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité Hommes et Femmes officielles (INSEE TV 12/14)

Taux d'actualisation : 3,70 % (3,80% en 2022).

### 5.7 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice

#### Emprunts bancaires :

	Montant au 31.12.2022	Souscriptions de l'exercice	Remboursements de l'exercice	Montant au 31.12.2023	Dont échéances à moins d'1 an	Dont échéances comprises entre 1-5 ans	Dont échéances à plus de 5 ans
<b>Emprunts bancaires</b>	11948 563	3 002 599	728 701	14 222 461	910 914	4 319 631	8 991 916





## 6 Informations relatives au Compte de résultat

### 6.1 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

#### 6.1.1 Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif :

Détails	Résultat comptable 20 21	Résultat comptable 20 22	Résultat comptable 20 23	Reprises de résultat sur exercices antérieurs	Reprise sur les réserves de compensation + Excédents affectés au financement de mesures d'exploitation	Dépenses refusées ou réintégrées sur exercices antérieurs	Report à nouveau dont la prise en compte par l'AT est différée (CP, IDR, ...)	Résultat administratif en cours de constitution (En attente du CA pour RA définitif)
TOTAL REGION OUEST	631 268	- 620 190	- 1826 657	564 374	-	-	- 351 109	- 9 11 174
TOTAL REGION NORD	- 646 350	- 416 006	- 472 339	132 700	-	-	- 86 438	- 253 200
TOTAL REGION CENTRE EST	- 875 865	- 794 833	- 1655 586	- 236 700	-	-	- 265 942	- 1626 344
SIEGE SOCIAL	66 168	- 25 223	- 13 238	-	-	-	46 476	- 69 713
TOTAL GESTION CONTRÔLÉE	- 834 779	- 1855 252	- 3 967 819	460 374	-	-	- 657 012	- 2 850 433
GESTION PROPRE	- 94 385	- 69 210	42 271					
TOTAL CONSOLIDÉ	- 929 163	- 1924 462	- 3 925 548	460 374	-	-	- 657 012	- 2 850 433

### 6.2 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

#### 6.2.1 Honoraires des commissaires aux comptes

Détail	Montants 2023
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	55 920
Au titre d'autres prestations	0
<b>TOTAL DES HONORAIRES</b>	<b>55 920</b>

(\*) Montant TTC



## **7 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants**

### **7.1 Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées**

Néant

### **7.2 Engagement reçu des donateurs**

Néant

### **7.3 Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)**

Néant

### **7.4 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)**

L'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif prévoit la communication du montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés. Ce montant n'est pas communiqué car cela reviendrait à mentionner une rémunération individuelle.

### **7.5 Libéralités acceptées par la fondation pour lesquels un délai d'opposition administrative existe**

Les dispositions entre vifs ou par testament au profit des établissements de santé, des établissements sociaux et médico-sociaux ou d'établissements d'utilité publique n'ont leur effet qu'autant qu'elles sont autorisées par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

La Fondation n'est pas concernée.

### **7.6 Passifs non comptabilisés**

Néant



## 8 Contributions volontaires en nature du compte de résultat

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;

Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;

Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature. Les motifs de notre décision sont les suivants : les deux conditions suivantes devant être remplies ne le sont pas :

- o la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;
- o l'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature



## 9 Informations relatives à l'effectif (*ETP au 31.12.2023*)

Catégories	31.12.2022	31.12.2023
ADMINISTRATIF	74	81
ASSISTANTE FAMILIALE	153	144
CADRES DIRIGEANTS	2	4
CADRES FONCTIONNELS	58	92
CADRES HIERARCHIQUES	106	111
PERSONNEL SOCIO EDUCATIF	613	670
PERSONNEL MEDICAL ET PARAMEDICAL	3	8
SERVICES GENERAUX	255	261
TOTAL	1 264	1 371



## 10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 10.1 Engagements financiers donnés et reçus

Le détail des engagements est présenté ci-dessous.

#### 1. Hypothèques

Etablissement	Objet	Type de garantie	Date de départ	Date d'échéance	Capital d'origine	Montant restant dû du prêt	Montant
AET Vallée de Seine	Garantie caution Société Générale sur emprunt CDC pour des travaux à Limay	Promesse d'hypothèque sur la maison de Limay	juin-11	juin-25	224 000	37 861	224 000
AET Vallée de Seine	Garantie caution Société Générale sur emprunt CDC pour l'acquisition de la maison de Limay	Hypothèque sur la maison de Limay	juin-11	juin-31	400 800	229 270	400 800
AE Auxerrois	Garantie caution Banque Populaire	Hypothèque sur l'immeuble sis 14, avenue Foch 89000 Auxerre	févr.-14	sept.-24	102 700	0	102 700
					727 500	267 131	727 500



## 2. Etat des nantissements

Etablissement	Objet	Type de garantie	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Capital d'origine	Montant restant dû du prêt	Montant du nantissement
AE du Jura	Garantie emprunt Crédit Coopératif pour des travaux à Villers Farlay	Nantissement de compte titre	févr.-08	févr.-23	30 000	0	20 000
AE de la Bièvre	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Verrières-le-Buisson	autres obligations	févr.-12	janv.-26	150 000	28 109	75 000
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Caution Société Générale sur emprunt CDC pour des travaux à Pontoise	100 obligations Société Générale	avr.-12	juin-22	203 000	0	101 500
AE de Maurienne	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Saint Jean de Maurienne	Parts d'OPCVM de trésorerie	juil.-13	juin-35	76 770	47 462	34 739
AE en Pays Haut	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Briey	Parts d'OPCVM de trésorerie	juil.-13	juin-23	27 780	0	10 116
AE Orléanais	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Orléans	Parts d'OPCVM de trésorerie	août-13	juil.-25	108 000	16 649	42 658
AE Loire Atlantique	Garantie emprunt Société Générale pour équipement à Nantes	Parts d'OPCVM de trésorerie	nov.-13	oct.-23	60 000	0	22 829
AE Sénonais	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Cezy	Parts d'OPCVM de trésorerie	févr.-14	janv.-29	41 700	16 419	18 128
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Parts d'OPCVM de trésorerie	févr.-14	janv.-29	5 900	2 324	2 565
AE Oise	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Méru	Parts d'OPCVM de trésorerie	févr.-14	janv.-24	12 500	120	4 901
AE de Maurienne	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Saint Jean de Maurienne	Parts d'OPCVM de trésorerie	févr.-14	janv.-34	59 700	35 545	27 301
AE du Doubs	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Besançon	Contrats d'assurance capitalisés	avr.-15	mars-25	9 400	1 297	4 700
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Contrats d'assurance capitalisés	mai-15	avr.-25	13 850	2 035	6 925
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Contrats d'assurance capitalisés	juil.-16	juin-26	12 650	3 440	6 325
AE Sénonais	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Cezy	Contrats d'assurance capitalisés	juil.-16	juin-31	46 505	25 467	23 000
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Contrats d'assurance capitalisés	août-16	juil.-29	8 200	3 804	4 100
AE du Doubs	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Besançon	Contrats d'assurance capitalisés	août-16	juil.-26	8 200	2 306	4 100
AE en Pays Haut	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Briey	Contrats d'assurance capitalisés	mai-17	avr.-37	17 500	12 239	8 750
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Flins	Contrats d'assurance capitalisés	mai-17	avr.-24	21 310	1 028	10 655
AEP en Vexin	Garantie emprunt Société Générale pour les travaux d'accessibilité à Comelles-en-Vexin	Contrats d'assurance capitalisés	mars-18	févr.-33	20 000	0	10 000
AE Eure et Loir	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Dreux	Contrats d'assurance capitalisés	sept.-18	août-33	7 500	4 993	3 750
AE Oise	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Méru	Contrats d'assurance capitalisés	sept.-18	août-28	17 970	8 621	8 985
AE en Pays Haut	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Briey	Contrats d'assurance capitalisés	oct.-18	août-38	21 400	16 325	10 700
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Mantes	Contrats d'assurance capitalisés	nov.-18	août-30	32 400	18 502	16 200
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt Société Générale pour des travaux à Flins	Contrats d'assurance capitalisés	juil.-19	sept.-31	55 000	36 457	27 500
					1 067 235	283 141	505 427



### 3. Etats des cautionnements reçus

Etablissement	Objet	Type de caution	Date de départ de la caution	Echéance de la caution	Capital d'origine	Montant restant dû
AE du Val de Marne	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de l'Hay-les-Roses	Garantie du Conseil Départemental du Val de Marne à hauteur de 100 %	juin-02	juin-26	112 812	15 582
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Saint-Ouen-l'Aumône	Garantie Crédit Coopératif à hauteur de 100%	nov.-02	nov.-21	271 664	0
AE des Yvelines	Garantie emprunt CDC: acquisition maison à Rambouillet	Garantie du Conseil Départemental des Yvelines à hauteur de 100 %	avr.-09	avr.-33	450 000	209 936
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : acquisition de la maison de Flins-sur-Seine	Garantie Crédit Coopératif à hauteur de 100%	août-09	mai-34	505 000	220 937
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : acquisition de la maison de Mantes-la-Jolie	Garantie Crédit Coopératif à hauteur de 100%	oct.-09	oct.-33	588 800	285 040
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : travaux maison de Flins-sur-Seine	Garantie Crédit Coopératif à hauteur de 100%	déc.-09	sept.-24	196 000	10 500
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : acquisition locaux du SESSAD à Mantes	Garantie SOGAMA à hauteur de 50 % et garantie LCL à hauteur de 50 %	janv.-10	janv.-34	820 000	431 341
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Pontoise	Garantie du Conseil Départemental du Val d'Oise à hauteur de 50 % et de la commune de Pontoise à hauteur de 50 %	avr.-10	janv.-35	276 000	135 000
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie emprunt CDC : réhabilitation maison de Pontoise	Garantie du Conseil Départemental du Val d'Oise à hauteur de 50 % et de la commune de Pontoise à hauteur de 50 %	avr.-10	janv.-25	337 185	32 421
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie sur l'emprunt CDC pour la réhabilitation de la maison de Jouy-le-Moutier	Garantie du Conseil Départemental du Val d'Oise à hauteur de 50 % et de la commune de Jouy-le-Moutier à hauteur de 50 %	mai-10	mai-34	565 000	297 727
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Limay	Garantie Société Générale à hauteur de 100%	juin-11	juin-35	400 800	229 270
AET de la Vallée de Seine	Garantie emprunt CDC : travaux maison de Limay	Garantie Société Générale à hauteur de 100%	juin-11	juin-25	224 000	37 861
AE du Montargois	Garantie emprunt CDC : construction accueil de jour de Montargis	Garantie du Conseil Départemental du Loiret à hauteur de 50 % et de la commune de Montargis à hauteur de 50 %	oct.-11	oct.-35	1 670 331	933 851
AE de l'Orléanais	Garantie emprunt CDC : construction maison de Saint-Ay	Garantie du Conseil Départemental du Loiret à hauteur de 50 % et de la commune de Saint-Ay à hauteur de 50 %	mai-12	mai-36	1 450 592	855 189
AE des Hauts de Seine	Garantie emprunt CDC : réhabilitation maison de Chateaufort-Malabry	Garantie du Conseil Départemental des Hauts de Seine à hauteur de 100 %	juin-12	juin-36	190 000	109 583
AE de Loire Atlantique	Garantie emprunt LCL : acquisition bureaux de Carquefou	Garantie du Conseil Départemental de Loire Atlantique à hauteur de 50 % et de la commune de Carquefou à hauteur de 50 %	nov.-12	nov.-37	794 000	444 640
AE de l'Orléanais	Garantie emprunt CDC : acquisition maison d'Orléans	Garantie du Conseil Départemental du Loiret à hauteur de 50 % et de la commune d'Orléans à hauteur de 50 %	nov.-12	nov.-36	1 024 939	586 590
AE en Sénonais	Garantie emprunt CDC : acquisition et travaux maison de Sens	Garantie du Conseil Départemental de l'Yonne à hauteur de 50 % et de la commune de Sens à hauteur de 50 %	nov.-12	août-42	1 245 946	794 594
AE des Hauts de Seine	Garantie emprunt CDC : réhabilitation accueil de jour à Chateaufort-Malabry	Garantie du Conseil Départemental des Hauts de Seine à hauteur de 50 % et de la commune de Chateaufort-Malabry à hauteur de 50 %	juin-13	juin-37	220 000	134 271
AE Val d'Oise Ville Nouvelle	Garantie emprunt CDC : mise aux normes accueil de jour de Pontoise	Garantie Société Générale à hauteur de 100%	juin-13	juin-22	203 000	0
AE des Hauts de Seine	Garantie emprunt CDC : réhabilitation Relais-studettes à Chateaufort-Malabry	Garantie du Conseil Départemental des Hauts de Seine à hauteur de 50 % et de la commune de Chateaufort-Malabry à hauteur de 50 %	févr.-14	févr.-38	230 000	148 788
AE de l'Orléanais	Garantie emprunt Crédit Coopératif : acquisition accueil de jour d'Orléans	Garantie du Conseil Départemental du Loiret à hauteur de 50 % et de la commune d'Orléans à hauteur de 50 %	juin-14	juin-39	654 800	485 038
AE de Loire Atlantique	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Sainte-Luce-sur-Loire	Garantie du Conseil Départemental de Loire Atlantique à hauteur de 50 % et de la commune de Sainte-Luce-sur-Loire à hauteur de 50 %	août-15	août-39	721 977	462 065
AE de Loire Atlantique	Garantie emprunt CDC : acquisition maison de Nantes	Garantie du Conseil Départemental de Loire Atlantique à hauteur de 50 % et de la commune de Nantes à hauteur de 50 %	sept.-15	sept.-39	787 877	504 241
AE de Maurienne	Garantie emprunt CDC : construction maison d'Aiguebelle	Garantie du Conseil Départemental de la Savoie à hauteur de 50 % et caution bancaire du Crédit Coopératif à hauteur de 50 %	mars-17	déc.-41	718 909	517 614
AE de Maurienne	Garantie emprunt BNP PARIBAS : construction maisons Saint Jean de Maurienne	Garantie du Conseil Départemental de la Savoie à hauteur de 50 % et Garantie de la commune de Saint Jean de Maurienne de 50%.	févr.-22	janv.-44	5 900 000	5 900 000
					20 559 632	13 782 082



#### **10.1.1**      *Les engagements de retraites et avantages assimilés*

La Fondation provisionne ses engagements retraite.

#### **10.2** *Engagements pris en matière de crédit-bail*

Néant

